

La principale opposition accusée de tentative d'enlèvement et d'assassinat au Burundi

PANA, 29 avril 2020 Bujumbura, Burundi - Le porte-parole de la Police nationale, Pierre Nkurikiye, a condamné mercredi sur les antennes de la radio publique, une tentative d'enlèvement et d'assassinat de sept militants du Conseil National pour la Défense de la Démocratie/Forces de Défense de la Démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir) par des éléments du Congrès National pour la Liberté (CNL, principal parti de l'opposition), au troisième jour de la campagne pour la présidentielle du 20 mai prochain. [Photo : Permanence du parti CNL à Rumonge.]

L'incident est d'roulé à Ngozi (Nord) où l'un des sept militants enlevés du CNDD-FDD a fait l'objet d'un assassinat, a-t-il accusé. "Nous déplorons cette conduite ainsi que le langage des responsables du CNL qui appellent à la violence", a-t-il enchaîné, tout en se félicitant du bon déroulement de la campagne électorale, "dans l'ensemble". Des membres du CNL "ont eux aussi été maintes fois menacés, attaqués, arrêtés et même tués à cause de leur affiliation politique", défend Amnesty international (AI), dans un récent rapport sur le Burundi. L'autre organisation internationale de défense des droits humains (HRW) déplore un contexte burundais de "répression" des médias, une société civile "muselée" et une opposition, «cible des autorités locales, des forces de sécurité et des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure» (Ceux qui voient loin, en langue locale, le Kirundi). Ces accusations sont jugées "mensongères" à Bujumbura où le point de vue officiel assure que tout a été mis en œuvre pour garantir les "meilleures élections possibles". Les violences électorales de 2015 avaient fait au moins un millier de morts et poussé en exil plus de 400.000 autres citoyens, selon les Nations Unies. La propagande pour les nouvelles élections générales est prévue du 27 avril au 17 mai prochain au Burundi où les principaux opposants vivent en exil à l'étranger depuis la crise politique de 2015. Plus de cinq millions de Burundais sont attendus à l'élection présidentielle qui sera couplée aux législatives et aux municipales, le même jour du 20 prochain. Aucune observation internationale n'a été annoncée à ces élections burundaises, maintenues en dépit des menaces de la pandémie du Coronavirus (COVID-19). Quelques mesures préventives ont été prises autour de la campagne et des élections proprement dites au Burundi où il y a, pour le moment, 15 cas officiellement déclarés de la pandémie. Le ministre de la Santé publique a livré 2.000 seaux d'eau équipés de robinets, 30.000 savons de toilette, soit deux savons par bureau de vote, pour le lavage des mains. De plus, 25.000 masques ont été dégagés des stocks du ministre pour la protection des agents électoraux ; 300 thermoflashes ont été distribués aux responsables des partis politiques pour la prise de température à l'entrée des meetings. Le dispositif ne règle pas, par contre, la grande question de la distanciation sociale pendant les meetings électoraux, de l'avis des observateurs.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});